

Rosemonde Sanson

L'Alliance républicaine démocratique (1901-1920). Une formation de centre, Thèse de doctorat d'État

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Rosemonde Sanson, « L'Alliance républicaine démocratique (1901-1920). Une formation de centre, Thèse de doctorat d'État », *Revue d'histoire du XIX^e siècle* [En ligne], 22 | 2001, mis en ligne le 04 septembre 2008, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index291.html> ; DOI : 10.4000/rh19.291

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :
<http://rh19.revues.org/index291.html>

Document généré automatiquement le 03 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Rosemonde Sanson

L'Alliance républicaine démocratique (1901-1920). Une formation de centre, Thèse de doctorat d'État

1 Thèse de doctorat d'État soutenue le 2 décembre 2000, Université Paris IV–Sorbonne, 4 tomes, 1178 f°

L'Alliance républicaine démocratique, tantôt association, tantôt parti, regroupe des républicains " modérés, mais non modérément républicains ". Le mouvement est cité, mais méconnu. Fondé le 23 octobre 1901, il perdure jusqu'en 1939-1940 et connaît même une reviviscence au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, comme parti, puis comme club jusqu'en 1978.

L'étude sur le long temps s'avérant de trop grande ampleur, j'ai traité prioritairement la période de sa naissance aux années 20. Pourquoi ? L'Alliance connaît alors " son âge d'or ". Les quatre présidents de la République de la période, Loubet, Fallières, Poincaré, Deschanel, figurent en ses rangs. Une cinquantaine d'alliancistes (néologisme forgé par moi) assument alors des fonctions ministérielles. Le nombre de ses députés passa de 39 en 1902 — et non d'une centaine comme il est souvent écrit — à 140 en 1919. Après une décennie d'existence, le chiffre des adhérents s'établit dans une fourchette comprise entre 25 000 et 30 000. Près de 150 journaux reproduisent alors les articles de l'hebdomadaire, l'*Alliance républicaine démocratique*, seule source continue du mouvement ; ses comités se répartissent dans la moitié des départements. La fédération girondine se distingue avec quelque 10 000 affiliés.

Le plan chronologique, scandé de chapitres thématiques diachroniques, bien que classique, me semble s'imposer. Il convient à une période féconde en inflexions politiques, en reclassements des partis. Il permet aussi de discerner l'évolution de l'Alliance, qui, telles les vagues, connaît flux et reflux.

Il ne s'agit nullement, en cette courte présentation, de résumer mon travail. Je voudrais mettre l'accent sur quatre points, quatre points sur lesquels j'espère avoir apporté un éclairage nouveau.

Sur les origines d'abord. Il convenait de partir des législatives de 1893 : l'élection d'une cinquantaine de socialistes suscite un choc parmi les républicains de gouvernement. Dans ce contexte, à côté des associations républicaines existantes : association nationale républicaine, association gambettiste, des initiatives de structuration du parti républicain, en fait des progressistes, prennent corps autour de la *Revue politique et parlementaire*. Waldeck-Rousseau fonde le Grand cercle républicain, club élitiste en fait. Corrélativement, Charles Pallu de la Barrière, un ancien prêtre, ancien journaliste à *La Paix*, et futur secrétaire général de l'Alliance, prête-nom au vrai des Jules Simon, Charles Jonnart, Paul Deschanel, Raymond Poincaré, fonde, lui, un hebdomadaire : *Le Paysan de France*, dans le but d'attacher toujours plus fortement les ruraux aux républicains de gouvernement et de les arracher aux sirènes du socialisme.

Mais la genèse de l'Alliance est aussi étroitement liée à l'Affaire Dreyfus, qui opère une scission au sein du monde progressiste. Or le *Paysan de France*, dès la fin 1897, donc avant le " J'accuse " de Zola, défend la cause du dreyfusisme. Il devient le lieu de ralliement des dreyfusards, de dreyfusards républicains modérés, qui militent pour la cause de la Justice et de la Vérité. Rompant avec le mélinisme, ils s'engagent aux côtés de Waldeck-Rousseau et de son ministère de défense républicaine. Sous l'instigation officieuse de Waldeck-Rousseau, Charles Pallu de la Barrière, avec la caution de dreyfusards de la première heure, d'Adolphe Carnot, l'héritier d'une dynastie républicaine, futur président de l'Alliance, de Henry Blanc, député de la Haute-Loire, illustration de l'élu au solide ancrage régional et qui a été mêlé à toutes les tentatives d'organisation du parti républicain, et d'un Edmond Halphen, conseiller général de

Gironde, et associé au monde de la banque, Charles Pallu de la Barrière donc annonce, le 1er mai 1901, la fondation prochaine d'une association nouvelle. C'est chose faite le 23 octobre. Les premiers alliancistes viennent d'un entrelacs de réseaux que j'ai tenté de dénouer : réseau de la Ligue des Droits de l'Homme avec Louis Havet, de l'Institut, Lyon-Caen, de la Faculté de droit de Paris, Paul Stapfer, doyen de la Faculté de Bordeaux, réseau de la Ligue de l'Enseignement avec Adolphe Carnot lui-même, Adrien Durand et Léon Robelin, et parmi eux beaucoup de franc-maçons ; réseaux aussi gambettiste et ferryste, avec les Joseph Magnin, Joseph Reinach, Paul Robiquet, sans oublier le réseau d'hommes d'affaires qui ont pris parti pour Dreyfus, tels Frédéric Hattat, industriel et ancien du conseil municipal de Paris, Georges Koechlin, manufacturier à Belfort. Une soixantaine de parlementaires, et surtout les sénateurs du groupe de l'Union républicaine, avec Lourties, ont apporté leur caution politique.

On le voit, et ce sera mon deuxième point de présentation, les premiers alliancistes sur le plan socio-professionnel appartiennent aux élites de la République. Dès sa naissance, l'Alliance est marquée au sceau du parisianisme, même si la grande majorité des parlementaires affiliés ont été élus en province.

Cela dit, il convient, au sein de l'Alliance, de distinguer les parlementaires des non-parlementaires. Beaucoup de parlementaires sont détenteurs d'un véritable fief local ; quelques-uns ont atteint la notoriété. Un Barthou, un Poincaré, tous deux vice-présidents de l'Alliance, sont des personnages écoutés au sein de la formation. Elle ne leur sert pas de tremplin, mais plutôt de tribune, et les assure de partisans. Parmi les non-parlementaires, les intellectuels quant à eux ont porté la caution de leur renommée, mais ne sont pas des membres actifs, à l'exception peut-être de juristes : l'avocat à la Cour de Paris Lethel démêle les projets législatifs ; plus tard, un Joseph Barthelemy ouvre le débat sur la compétence en démocratie. Si l'on ne peut souscrire au diagnostic d'un Beau de Loménie qui évoquait la toute-puissance des milieux d'affaires au sein de l'Alliance, on ne peut purement et simplement écarter la thèse. Certes, il est difficile de jauger le rôle des représentants du monde des affaires. Il va croissant au fil des années, au point que l'Union des intérêts économiques inspire le programme de 1919. Auparavant, un Mascuraud et son comité, un Yves Guyot et le *Journal des économistes*, un Julien Hayem et sa *Revue du commerce, de l'industrie et de la banque*, un Forsans et l'Union des intérêts économiques influent les prises de position économiques et sociales du mouvement. L'Alliance a même désiré forger son propre groupement économique autour du Comité de l'entreprise d'Augustin Baudin. Mais nombre de députés et de sénateurs s'affranchissent de la frilosité des hommes d'affaires et, pragmatiques, votent contrairement aux mots d'ordre du mouvement inspirés par les milieux d'affaires. La question de l'étatisation du chemin de fer de l'Ouest et le débat autour des retraites ouvrières témoignent du hiatus entre théorie et pratique politique.

Malgré leur diversité, les alliancistes, sur le plan politique, aiment à se désigner comme " républicains de gauche ". Je pense que l'historien du politique doit être sensible à l'imaginaire qui transcende la réalité. Il est intéressant de s'interroger sur l'image de soi et de la confronter au miroir que vous renvoient les autres, tant il est vrai que la façon dont on se donne à voir peut induire des conduites, tant elle commande sympathie ou répulsion chez l'électeur. Au vrai, les alliancistes modifient la représentation qu'ils veulent donner d'eux-mêmes. J'ai essayé d'être attentive à ce kaléidoscope.

On l'aura compris, il est difficile de tracer la ligne politique de l'Alliance. La formation n'est pas monolithique : elle est traversée de contradictions entre ses membres, affaiblie par ailleurs par l'indiscipline forcenée de ses parlementaires. Pourtant, elle a un rôle déterminant dans le premier XXe siècle. C'est ce que je souhaiterais souligner en troisième point. La ligne politique de l'Alliance est une ligne brisée, une ligne que l'on doit dessiner, j'insiste, au regard du parti radical et radical-socialiste.

En 1901, l'association est constituée " d'hommes qui, soit dans leur majorité parlementaire, soit dans le pays, ne sont ni radicaux, ni socialistes, mais profondément républicains et démocrates ". Au vrai, ceux-ci veulent se démarquer des radicaux-socialistes, et aussi de la réaction " cléricalo-césarienne ", donc former une " troisième force ". De fait, " anticléricaux, mais non antireligieux ", ils ont fourni, à côté des radicaux, à Combes la majorité nécessaire

pour le vote des lois anticongréganistes, puis, Combes tombé, ont contribué à ce que soit votée la loi de séparation des Églises et de l'État, et que cette loi soit libérale et perçue comme telle. L'attachement à la laïcité constitue un pilier doctrinal de l'Alliance. En 1921, l'Alliance, devenue alors le parti républicain démocratique et social, entend préciser : " La majorité républicaine se délimite, à droite, à l'acceptation des lois de la République, et en particulier des lois de laïcité ".

Pourtant, en 1907, les dirigeants de l'Alliance, la " question religieuse " réglée, tentent de constituer un " bloc des démocrates " pour faire pièce au bloc des gauches. Au vrai, les alliancistes rêvent de diviser le parti radical-socialiste en deux afin de renouer avec le monisme républicain. Ils ambitionnent en effet d'être le pivot d'un grand parti républicain qui réunirait à l'aile gauche, les radicaux, à l'aile droite, les progressistes un temps fourvoyés dans la réaction. Mais, en même temps, ils soutiennent Clémenceau, le " briseur de grèves ", il est vrai, et essaient de s'entendre avec les radicaux-socialistes aux élections de 1910..

L'Alliance en 1911 se mue d'association en parti, le PRD, à cause de l'éventuelle application de la RP et aussi, et je reviens sur mon propos, en réponse au parti radical-socialiste qui se ferme, décrétant la fin de la double appartenance aux formations voisines.

Le PRD opère alors un virage droitier, soutenant la politique d'apaisement de Briand et les ministères Poincaré et Barthou. Les " notes journalières " rédigées par Poincaré témoignent de liens privilégiés avec l'Alliance, qui apporte un soutien indéfectible aux deux présidents du Conseil. En appuyant les initiatives cocardières du premier, en menant une ardente campagne en faveur des trois ans voulus par Barthou, l'Alliance se coupe du parti valoisien. Aux élections de 1914, l'Alliance et la Fédération des gauches où figurent de nombreux alliancistes s'opposent à l'union des gauches entre radicaux et socialistes.

Cependant, après la Grande Guerre, les dirigeants de l'Alliance qui ont repris leur activité dès 1916 et réfléchi à la réorganisation économique et morale, et aussi politique, de la France, et qui croient aux experts, aux technocrates, imposent leur loi à un parti valoisien affaibli. Adolphe Carnot arbitre les élections de 1919-1920.

Une nouvelle génération d'alliancistes, après le retrait, puis la mort d'Adolphe Carnot, la démission de Charles Pallu de la Barrière, avec Charles Jonnart comme nouveau président et Albert Mamelet comme nouveau secrétaire général, revient à une politique de concentration républicaine : le parti républicain démocratique et social est formé d'anciens alliancistes et de radicaux gravitant autour du radical de Perchot et Mascuraud.

Sur le plan politique, toujours, afin d'éclairer le positionnement politique réel des parlementaires de l'Alliance, il m'est apparu nécessaire de m'attarder sur les temps électoraux. L'établissement de typologies thématiques à partir des professions de foi des candidats, l'étude de quelques cas de désistement, démontrent combien l'Alliance est constituée de personnalités qui n'aiment guère recevoir de consignes de la maison-mère. Par amour de la liberté ? Par attachement à la démocratie ? Par souci électoraliste aussi.

Le positionnement politique découle aussi de l'appartenance des élus aux groupes. Je m'y suis intéressée, en précisant la représentativité politique de ces groupes. Les données chiffrées témoignent que les parlementaires de l'Alliance penchent à gauche, vers le centre-gauche parlementaire. Leur appartenance aux groupes de gauche permet de comprendre que la majorité des parlementaires de l'Alliance pratiquent une politique économique et sociale plus avancée que la ligne du parti. Un Jules Siegfried, ex-négociant, membre actif du Musée social et député du Havre, un René Grosdidier, industriel et député de Commercy, ont œuvré concrètement à l'amélioration de la condition des travailleurs, et, sous le gouvernement Poincaré, ils se sont intéressés aux problèmes sociaux. On l'occulte souvent.

Bref, l'Alliance est une formation politique traversée de contradictions, elle manque d'homogénéité, elle évolue constamment, tout en donnant faussement l'impression de ne pas changer. Cette oscillation lui a permis de jouer pleinement son rôle de parti de gouvernement : on comprend mieux qu'un Combes, qu'un Clémenceau aient pu se maintenir plusieurs mois grâce à leur appui, plus tard qu'un Briand, qu'un Barthou aient pu résister aux attaques de leurs adversaires.

Il me reste, pour terminer, à en venir à mon quatrième point de l'exposé : celui, au vrai, qui constitue l'essence même de ma thèse : L'Alliance républicaine démocratique, une formation de centre. J'ai pris parti dans un débat historiographique qui oppose les négateurs du Centre et ses tenants, à des degrés divers. Plagiant le titre d'un film déjà ancien, j'avancerai : Le Centre existe, je l'ai rencontré à travers l'Alliance républicaine démocratique, en tout cas dans sa phase couvrant les années 1901 au début des années vingt. On pourrait m'objecter le libellé : Une formation *de* centre, et pourquoi pas *du* centre ?

Les termes de centre incluent la dimension partisane et la dimension parlementaire. Et puis, c'est me mettre en conformité avec la rhétorique politique de l'époque. Le vocable " le centre " et ses co-occurrences, centrisme, centriste, n'étaient pas encore entrés dans le vocabulaire politique. Ils datent des années trente. Si les alliancistes du début du XXe siècle ne se disent pas centristes, s'ils répugnent même à se dire modérés, alors qu'ils revendiqueront haut et fort d'être le parti du Centre pendant l'entre-deux guerres, ils ont la nette conscience, dès les origines, d'occuper une position centrale sur l'échiquier politique. En fondant l'Alliance, les pères-fondateurs se sont assignés de brouiller la bipolarisation politique au profit d'une tripartition.

Je vais tenter de justifier ma position. D'abord, une approche par la négative me paraît assez probante. À travers l'analyse de leur programme, volontairement imprécis : " Une république ordonnée et libérale [...], passionnément préoccupée de tous les progrès et avant tout du progrès social ; antinationaliste [...], anticléricale, vraiment démocratique, sagement et profondément réformatrice ", à travers leur prise de position, on peut avancer que ces républicains de gauche ne peuvent se confondre, cela va de soi, ni avec la gauche socialiste, selon eux dogmatique et révolutionnaire, ni, et cela va moins de soi eu égard à leurs rapports avec les valoisien, avec la gauche radicale-socialiste. Les alliancistes répugnent, en effet, à tout monopole, qu'il soit économique ou qu'il concerne le domaine de l'enseignement ; ils ont horreur du désordre social, des grèves, surtout de fonctionnaires, tout en reconnaissant le droit syndical, mais pas aux fonctionnaires. Ils s'opposent à l'étatisation, propédeutique, selon eux, du collectivisme. Cependant, ils partagent avec la famille de gauche la croyance en la République matricielle, l'adhésion à la République : " Notre programme tient en un mot, il est républicain " ; ils estiment intangibles les lois laïques. Se voulant hommes de progrès, ils se situent du côté de la réforme et de la novation.

Les Alliancistes peuvent encore moins être confondus avec la droite. Ils ont épousé la cause de la Justice et de la Vérité, puis celle de la défense républicaine, et demeurent des tenants de la République parlementaire. Le nationalisme leur paraît une exploitation éhontée de la patrie. La " question religieuse " les démarque incontestablement des droites. Ils hésitent même à frayer avec la Fédération républicaine. Mais, il est vrai, ils partagent avec les conservateurs le goût de l'Ordre, l'horreur de toute surenchère démagogique, leur croyance aux vertus du libéralisme. Par ailleurs, si la Gauche et la Droite sont par définition antagonistes, le Centre, lui, a une vocation modératrice, réunificatrice. Il veut rassembler et non diviser. L'Alliance rêve de réconcilier les " deux fractions " du parti républicain, en revenant à un monisme originel entre les extrêmes : " ni réaction, ni révolution ".

Ainsi l'Alliance, les alliancistes, malgré leurs contradictions internes, empruntent à la gauche des valeurs, leurs idéaux s'inscrivent dans le " modèle républicain ", mais en même temps ils ont des croyances, ou plutôt des comportements, conservateurs. L'entrelacs de ces idéaux, le syncrétisme réalisé fonde, à mon sens, une nouvelle culture, une nouvelle tradition : celle d'un Centre.

Léon Jacques, analyste des partis politiques, à la veille de la Grande Guerre écrivait à propos de l'Alliance : " Elle représente le Tiers parti par excellence [...], le centre de gravité des forces politiques en présence, l'expression de la tendance Juste-milieu ". À deux décennies de là, André Siegfried voyait, lui, en l'Alliance " l'expression fidèle de l'esprit du Centre ".

La question m'intéresse : aussi aimerais-je poursuivre ma réflexion. J'envisage de continuer l'histoire de l'Alliance entre les deux guerres dans un livre de synthèse : la documentation est quasiment réunie. Alors l'Alliance se définit comme le parti du Centre. Mais cela s'avère peut-être moins évident qu'à la période antérieure. Enfin, je souhaiterais, sur le long terme,

en relisant les classiques depuis Benjamin Constant en passant par Guizot, les opportunistes et quelques auteurs et hommes politiques contemporains, creuser la notion de Juste milieu, de centre dans l'histoire de la France. J'espère, en tout cas, par cette thèse avoir ouvert ou entr'ouvert une porte.

Pour citer cet article

Référence électronique

Rosemonde Sanson, « L'Alliance républicaine démocratique (1901-1920). Une formation de centre, Thèse de doctorat d'État », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 22 | 2001, mis en ligne le 04 septembre 2008, Consulté le 03 février 2012. URL : <http://rh19.revues.org/index291.html> ; DOI : 10.4000/rh19.291

Droits d'auteur

Tous droits réservés
